



## REGLEMENTATION PROVINCIALE

Direction provinciale chargée de l'application du texte :  
- Direction juridique et d'administration générale

M1

### **DELIBERATION** **n° 42-2011/APS du 22 décembre 2011** ***relative au budget de la province Sud pour l'exercice 2012***

#### **L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD**

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté du 22 avril 2011 relatif à l'expérimentation par la collectivité de Nouvelle-Calédonie, les provinces et leurs établissements publics administratifs de l'instruction budgétaire et comptable M52 applicable aux départements et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté NOR/INT/B0100692A du 26 octobre 2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local pris en application des articles L 2122-21, L3221-2 et L4231-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 11-2011 du 26 mai 2011 relative à la mise en place de l'instruction comptable M52 ;

Vu le décret du 2 septembre 1996 portant établissement de la liste des pièces justificatives des paiements des communes, des provinces, du territoire et des établissements publics locaux de Nouvelle-Calédonie ;

Vu le code des impôts de la Nouvelle-Calédonie et, notamment son article 897 ;

Vu les délibérations n° 72-91/APS du 10 octobre 1991, n° 17-94/APS du 24 juin 1994, n° 54-96/APS du 20 décembre 1996, et n° 06-2001/APS du 6 avril 2001 et n° 33-2004/APS du 10 décembre 2004 relatives à la construction des collèges dans la province Sud ;

Entendu le rapport n° 47-2011 de la commission du budget, des finances et du patrimoine an date du 9 décembre 2011,

**A ADOPTÉ EN SA SÉANCE PUBLIQUE DU 22 DÉCEMBRE 2011, LES DISPOSITIONS DONT LA TENEUR SUIT :**

**Modifiée par :**

**- Délibération n° 58-2016/APS du 16 novembre 2018**

**ARTICLE 1 :**

Le budget de la province Sud, établi en recettes et dépenses par chapitre selon les tableaux joints en annexe, est arrêté pour l'exercice 2012 à la somme de CINQUANTE HUIT MILLIARDS QUATRE CENT TRENTE ET UN MILLIONS HUIT CENT QUATRE VINGT UN MILLE CENT QUATRE F.CFP (58 431 881 104 F.CFP) dont :

- 13 144 358 096 F.CFP en section d'investissement ;
- 45 287 523 008 F.CFP en section de fonctionnement.

**ARTICLE 2 :**

Sont adoptés les ouvertures, ajustements et clôtures d'autorisations de programme et d'engagement mentionnés dans les tableaux joints en annexe.

**ARTICLE 3 :**

Le Bureau de l'assemblée de province est habilité :

- à fixer les conditions :
  - d'utilisation d'un mode de transport de louage ;
  - de remise de présents d'usage (cadeaux - souvenirs ou coutume) ;
  - de prise en charge des frais nécessaires à l'organisation et au déroulement de toutes missions ou manifestations entrant dans le cadre des interventions de la collectivité, dans la limite des crédits inscrits ;
  - de souscription, de renégociation, de réaménagement ou de rachat anticipé d'emprunts dans la limite des inscriptions autorisées par l'assemblée de province ;
  - de souscription et de renouvellement du crédit de trésorerie dans la limite de 4,3 milliards de francs.
- à répartir les crédits de subventions en sections de fonctionnement et d'investissement, ne faisant pas l'objet d'une individualisation dans les documents budgétaires joints en annexe ;
- à procéder aux remises de prix ou gratifications, sans préjudice de dispositions contraires qui peuvent être prévues par un texte spécifique ;
- à allouer les primes de concours dans le cadre des marchés publics ;
- à accorder les exonérations de pénalités de retard prévues par les marchés publics ou conventions,
- à accorder les remises gracieuses de dettes et les admissions en non-valeur ;
- à arrêter la liste des opérations d'investissement réalisées pour le compte de tiers devant être, après déduction des recettes affectées, considérées comme des subventions versées ;
- à fixer les modalités du remboursement des avances aux SEM ou de leur transformation en prise de participation au capital de la société et à délivrer les autorisations prévues à l'article 1524-5 du code des collectivités territoriales ;
- à approuver les marchés publics et leurs avenants éventuels passés par la province Sud ainsi qu'à autoriser le président de l'assemblée de la province Sud à les signer, dans la limite du montant des autorisations de programme et d'engagement ou des inscriptions budgétaires en dépenses. L'approbation des marchés publics supérieurs à 100 millions de francs intervient après avis de la commission du budget, des finances et du patrimoine, et de la commission intérieure concernée par l'objet du marché ;
- à céder et à échanger des biens immobiliers appartenant au domaine provincial, à approuver les baux emphytéotiques sur le domaine provincial et, dans la limite des inscriptions budgétaires en dépenses ou des autorisations de programme, à acquérir des biens immobiliers appartenant à des personnes physiques ou morales ;
- à autoriser le président de l'assemblée de la province Sud à signer les actes afférents aux opérations prévues à l'alinéa précédent ;
- à approuver, après avis de la commission du budget, des finances et du patrimoine, les avenants aux contrats de développement État-province Sud, État-intercollectivités et État-communes de

l'intérieur-province Sud ainsi qu'au contrat d'agglomération pour la période 2006-2010 et 2011-2015, sauf si ces avenants ont pour effet d'augmenter la participation de la province Sud ;

- à autoriser le président de l'assemblée de la province Sud à signer lesdits avenants.

#### **ARTICLE 4 :**

Le président de l'assemblée de province est habilité :

- à fixer les conditions d'attribution ponctuelle d'allocations, secours et interventions directes de la collectivité dans le cadre de l'aide sociale dans la limite des crédits inscrits ;
- à contracter les engagements juridiques nécessaires à la mise en œuvre des programmes prévus en section d'investissement du budget ;
- à approuver tous baux, contrats, conventions et leurs avenants dans la limite du montant des autorisations de programme et d'engagement ou des inscriptions budgétaires en dépenses ;
- à passer, en tant que de besoin, les conventions relatives aux diverses prestations effectuées par des tiers publics, ainsi que les conventions de mandat et leurs avenants ;
- à avoir recours, en tant que de besoin, aux avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- à approuver les conventions de formation des personnels de la collectivité ainsi que les conventions de participation aux frais d'une autre collectivité et leurs avenants éventuels ;
- à signer les conventions pour le versement d'avances en compte courant d'associé aux SEM dans la limite des crédits inscrits ;
- à signer tous documents portant sur la souscription et le renouvellement d'un crédit de trésorerie aux conditions fixées par le Bureau de l'assemblée et à procéder sans autre délibération aux tirages et aux remboursements des sommes dues, dans les conditions prévues par le contrat de crédit de trésorerie ;
- à signer tous documents portant sur la souscription, la renégociation, le réaménagement ou le rachat anticipé d'emprunts aux conditions fixées par le Bureau de l'assemblée ;
- à attribuer par arrêté la participation de la province au titre des travaux de recherche d'eau souterraine, de forages et d'essais par pompage dans la limite des crédits ouverts ;
- à fixer et verser par arrêté les participations de la province pour les opérations relevant du contrat d'agglomération, du contrat de développement Etat – Communes de la province Sud et du contrat de partenariat province Sud - commune de Thio - Société Le Nickel.

#### **ARTICLE 5 :**

En application des dispositions de l'instruction M52, les autorisations budgétaires comprennent :

- les ouvertures d'autorisations de programme (AP)
- les ouvertures d'autorisations d'engagement (AE)
- les ouvertures en crédits de paiement (CP)

En application des dispositions de la délibération n°11-2011/APS susvisée, le budget est voté par fonction.

La structure fonctionnelle comporte trois niveaux :

- la fonction principale à un chiffre soit 10 fonctions principales ;
- la sous-fonction à deux chiffres ;
- la rubrique à trois chiffres et le cas échéant des sous-rubriques au-delà de 3 chiffres.

Les chapitres s'organisent selon les groupes de chapitres allant du groupe 90 à 95 :

- groupes 90 et 93 : opérations d'investissement et services de fonctionnement ventilés ;
- groupes 92 et 94 : opérations d'investissement et services de fonctionnement non ventilés ;
- groupe 95 : chapitres de prévisions sans réalisations toute section.

Les chapitres 950, 951, 952, 953 et 954 ne comportent pas d'article et de comptes par nature.

Le budget est arrêté à la somme des crédits de paiement qui sont votés au chapitre sans aucune spécialisation. La répartition par article ne présente qu'un caractère indicatif.

Hors le cas où les crédits sont spécialisés à l'article, l'ordonnateur est habilité à effectuer, par voie d'arrêté, des virements de crédits :

- d'article à article au sein d'un même chapitre.  
Ces virements au sein d'un même chapitre feront l'objet de décisions périodiques sans notification spéciale.
- de chapitre à chapitre, à la condition que ces virements :
  - ne remettent pas en cause des dépenses obligatoires ;
  - ne concernent pas des crédits de personnel ;
  - s'opèrent dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Ces virements de chapitre à chapitre doivent faire l'objet d'une décision expresse de l'ordonnateur à notifier au comptable.

Ils seront récapitulés en annexe de chaque délibération modificative du budget auquel ils se rapportent pour être communiqués aux membres de l'assemblée de province.

Dans le cadre de l'information à l'assemblée, tous les ajustements de crédits doivent figurer au compte administratif.

#### **ARTICLE 6 :**

Le règlement budgétaire et financier joint en annexe définit les règles de gestion applicable pour la gestion pluriannuelle et financière des crédits dans le cadre des AE et AP.

Le plan pluriannuel établi pour chaque AP et AE ventilée en opérations est joint en annexe du budget. Cet échéancier sera révisé à chaque session budgétaire.

#### **ARTICLE 7 :**

En application des dispositions prévues par l'instruction M52, les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou catégorie de biens comme suit :

#### **Dispositions relatives aux biens acquis, reçus ou dévolus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012**

| <b>Immobilisations incorporelles</b>  |  | <b>Durée d'amortissement</b>   |
|---|--|--|
| <b>Compte 203 – Frais d'études, de recherche, de développement et d'insertion (FERDI)</b> | Frais d'études                         | g suivis de réalisation : durée du bien<br>g non suivis de réalisation : 5 ans       |
|   | Frais de recherche et de développement | g avec réalisation du projet : 5 ans<br>g sans réalisation du projet : 1 an          |
|   | Frais d'insertion                      | g avec réalisation du projet : durée du bien<br>g sans réalisation du projet : 5 ans |
| <b>Compte 204 « subventions »</b>   | Bénéficiaires publics                  | 15 ans   |
|   | Bénéficiaires privés                   | 5 ans  |
| <b>Compte 205 – Concessions, brevets, licences...</b>                                     | Logiciels                              | 2 ans  |
| <b>Compte 208 – Autres immobilisations incorporelles</b>                                  | -                                      | 2 ans  |

| Immobilisations corporelles   |  | Durée d'amortissement                      |
|---|--|--|
| Compte 211 - Terrains   | Terrains                               | Néant                                      |
|   | Terrains de gisement                   | 20 ans                                     |
| Compte 212 - Agencements et aménagements de terrains                  | Plantations                            | 20 ans                                     |
| Compte 213 - Constructions  | Bâtiments                              | 30 ans                                     |
|   | Agencements, aménagements de bâtiments | 30 ans <sup>(1)</sup>                      |
| Compte 214 - Constructions sur sol d'autrui                           | -                                      | sur la durée du bail à construction        |
| Compte 215 – Installations, matériel et outillages techniques         | Réseau de voirie                       | Néant                                      |
|   | Installations de voirie                | 30 ans                                     |
|   | Matériel et outillage technique        | 8 ans                                      |
| Compte 216 – Collections et œuvres d'arts                             | Œuvres d'art et collections            | Néant                                      |
| Compte 218 – Autres immobilisations corporelles                       | Matériel informatique                  | 5 ans                                      |
|   | Mobilier, matériel de bureau           | 10 ans                                     |
|   | Matériel technique tout secteur        | 10 ans                                     |
|   | Matériel de transport                  | 5 ans                                      |
| Compte 217 – immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition |  | Barème provinciale selon la nature du bien |
| Compte 22 – immobilisations reçues en affectation                     |  |  |

(1) selon le régime de l'adjonction à laquelle ils se rapportent

| Biens de faible valeur       |  | Durée d'amortissement                                    |
|------------------------------|--|--|
| • Toute nature de bien       |  | 1 an   |
| <b>Adjonction sur biens</b>  |  |  |
|                              |  | Durée d'amortissement                                    |
| • Adjonction distincte       |  | durée initiale du bien                                   |
| • Adjonction de prolongation |  | prolongation dans la limite de la durée initiale du bien |
| • Adjonction de maintien     |  | durée résiduelle du bien                                 |

Les biens meubles dont la valeur unitaire est inférieure à 500 000 XPF sont considérés comme des biens de faible valeur amortissables sur un an.

Les biens meubles acquis avec une valeur unitaire :

- inférieure à 15 000 XPF sont imputables en section de fonctionnement ;
- comprise entre 15 000 XPF et 60 000 XPF et figurant sur la liste visée à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 octobre 2001 susvisé sont imputables en section d'investissement ;
- supérieure à 60 000 XPF sont imputables en section d'investissement.

### **Dispositions relatives aux biens inscrits à l'état d'actif et repris au bilan au 1<sup>er</sup> janvier 2012**

Au titre des biens immobiliers autres que la voirie :

- **Les biens acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007** : ces biens sont totalement amortis par opération d'ordre non budgétaire et repris au bilan pour une valeur nulle ;
- **Les biens acquis après le 1<sup>er</sup> janvier 2007** : ces biens feront l'objet d'aucun amortissement. La reconstitution des amortissements représente une opération facultative laissée à l'initiative du comptable par opération d'ordre non budgétaire. Ces biens sont repris au bilan et valorisés au coût historique.

Au titre de la voirie provinciale :

L'ensemble du réseau de voirie sera valorisé au coût historique et repris au compte par nature 2151 « réseau de voirie » sous un numéro d'inventaire unique.

Il ne sera pas retenu d'amortissement conformément aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M52.

Au titre des biens mobiliers renouvelables (matériel de transport, mobilier, matériel outillage, matériel informatique, logiciel, collections et œuvre d'art) :

- **Les biens acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007** : ces biens sont amortis par opération d'ordre non budgétaire et figurent au bilan pour une valeur nulle ;
- **Les biens acquis après le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et avant le 31 décembre 2011** : ces biens seront amortis par opération d'ordre non budgétaire.  
L'apurement progressif s'établit sur cinq ans. Au terme de la période d'apurement, ces biens figureront au bilan pour une valeur nulle.

Les sorties de biens :

- acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2012 s'opèrent sans détermination de la plus-value ou moins-value de cession ;
- acquis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 s'opèrent selon les règles d'usage prévues par l'instruction comptable M52 avec la détermination de la plus-value ou moins-value de cession.

Au titre des frais d'études et subventions d'équipement :

Les dotations en cours d'amortissement sous le régime de l'instruction comptable M51 seront reprises au bilan pour leur valeur nette comptable au 31 décembre 2011. Elles seront ventilées respectivement aux comptes 203 et 204 de l'instruction comptable M52.

L'apurement de ces comptes s'effectuera selon les modalités retenues sous le régime M51 dans la limite de cinq ans même pour les subventions en faveur de bénéficiaires publics.

**ARTICLE 8 :**

Le projet de construction d'un collège 600 demi-pension incluse à Dumbéa est approuvé.

**ARTICLE 9 :**

La perception des taxes et des centimes additionnels aux impôts territoriaux, créés au profit des provinces, est autorisée pour l'exercice 2012, conformément aux montants fixés par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 10 :**

Les dispositions de la délibération n° 44-04/APS du 17 décembre 2004 relative à la mise en place d'un plan d'urgence de soutien aux entreprises touristiques en difficulté sont prorogées jusqu'au 31 décembre 2012.

**ARTICLE 11 :**

*Abrogé par délib n° 58-2018/APS du 16/11/2018, art.14*

- Abrogé

**ARTICLE 12 :**

Une aide au transport est instituée en faveur des personnes bénéficiant de l'aide médicale de la province Sud.

L'aide au transport est destinée à financer une partie des titres de transport maritime ou, pour les personnes âgées ou handicapées, une partie des titres de transport aérien.

Le Bureau est habilité, après avis de la commission des équipements publics, de l'énergie et des transports, à fixer les conditions de mise en œuvre du présent article et, notamment, à définir :

- les conditions pour prétendre au bénéfice de l'aide au transport ;
- la fréquence et les modalités de versement de cette aide, dans la limite des crédits votés par l'assemblée.

Le Bureau peut prévoir que l'aide est versée indirectement, au travers de convention avec les entreprises effectuant un transport régulier de personnes à destination de l'île des Pins.

**ARTICLE 13 :**

La présente délibération sera transmise à Monsieur le commissaire délégué de la République et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.



AUTORISATIONS DE PROGRAMMES ET  
D'ENGAGEMENTS DU BUDGET  
PRIMITIF  
-EXERCICE 2012-

**LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME**

**I - LES OUVERTURES**

| PROG.   | N° AP      | Libellé de l'AP  | DIR  | CHAPITRE | Ouv. AP - BP<br>2012 |
|---|------------|--|------|----------|----------------------|
|   | 01-2012-2  | CARTOGRAPHIE   | DPM  | 900      | 15 000 000           |
|   | 01-2012-3  | FONDS DOCUMENTAIRES                                    | DPM  | 900      | 40 500 000           |
|   | 01-2012-4  | EQUIPEMENTS GLOBALISES DE LA COLLECTIVITE              | DPM  | 900      | 755 000 000          |
| <b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>            |            |  |      |          | <b>810 500 000</b>   |
|   | 07-2012-1  | COLLEGE DE DUMBEA SUR MER 2                            | DES  | 902      | 2 500 000 000        |
| <b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>          |            |  |      |          | <b>2 500 000 000</b> |
|   | 15-2012-1  | CENTRE EQUESTRE DE DEVA                                | DJS  | 903      | 12 000 000           |
|   | 15-2012-2  | SENTIERS DE RANDONNEES                                 | DJS  | 903      | 1 000 000            |
| <b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>                    |            |  |      |          | <b>13 000 000</b>    |
|   | 19-2012-1  | FOYER POUR JEUNES TRAVAILLEURS ET POUR PERSONNES AGEES | DL   | 905      | 238 700 000          |
|   | 19-2012-2  | FOYER DE L'ENFANCE ET MAISON DE SANTE DE KOUTIO        | DASS | 905      | 709 000 000          |
|   | 19-2012-3  | FOYER DE L'ENFANCE ET MAISON DE SANTE DE KOUTIO        | DPM  | 905      | 170 000 000          |
| <b>PROGRAMME 19 - MEDICO-SOCIAL</b>             |            |  |      |          | <b>1 117 700 000</b> |
|   | 20-2012-1  | CENTRES MEDICO-SOCIAUX                                 | DPM  | 904      | 108 000 000          |
| <b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>            |            |  |      |          | <b>108 000 000</b>   |
|   | 21-2012-1  | TRAVAUX SUR VOIRIE AVANT RETROCESSION                  | DEPS | 908      | 210 000 000          |
| <b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>            |            |  |      |          | <b>210 000 000</b>   |
|   | 25-2012-1  | AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA                         | DPM  | 907      | 160 000 000          |
|   | 25-2012-2  | AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA                         | DC   | 907      | 150 000 000          |
| <b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>             |            |  |      |          | <b>310 000 000</b>   |
|   | 26-2012-1  | SCHEMA D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE                     | DEPS | 907      | 30 000 000           |
| <b>PROGRAMME 26 - URBANISME</b>                 |            |  |      |          | <b>30 000 000</b>    |
|   | 27-2012-1  | ZAC DE DUMBEA SUR MER                                  | DEPS | 907      | 90 000 000           |
| <b>PROGRAMME 27 - ZIZA-ZAC</b>                  |            |  |      |          | <b>90 000 000</b>    |
|   | 38-2012-1  | DESTINATION GRAND SUD                                  | DEFE | 909      | 65 000 000           |
| <b>PROGRAMME 38 - TOURISME</b>                  |            |  |      |          | <b>65 000 000</b>    |
|   | 45-2012-1  | SECURITE ET ORDRE PUBLIC - CONTRIBUTIONS               | DEPS | 901      | 82 529 173           |
|   | 45-2012-2  | CULTURE, JEUNESSE ET SPORTS, LOISIRS - CONTRIBUTIONS   | DEPS | 903      | 15 000 000           |
|   | 45-2012-3  | TRANSPORT ET COMMUNICATION - CONTRIBUTIONS             | DEPS | 908      | 1 229 295 359        |
|   | 45-2012-4  | AMENAGEMENT ET ENVIRONNEMENT - CONTRIBUTIONS           | DEPS | 907      | 684 667 587          |
|   | 45-2012-5  | ECONOMIE - CONTRIBUTIONS                               | DEPS | 909      | 85 749 958           |
|   | 45-2012-6  | CS-ROUTE DE LEBRIS                                     | DEPS | 924032   | 100 000 000          |
|   | 45-2012-7  | CS-RTE DES ARTIFICES-ACCES IMMEUBLE ADMINISTRATIF PSUD | DEPS | 924018   | 250 000 000          |
|   | 45-2012-8  | CS-AQUARIUM DE NOUMEA                                  | DEPS | 924033   | 62 460 624           |
|   | 45-2012-9  | CPEC-RM22 REALISATION VOIRIES COMMUNALES               | DEPS | 924017   | 6 138 856            |
|   | 45-2012-10 | PROTECTION DU PATRIMOINE BATI DE L'ILE DES PINS        | DC   | 924034   | 100 000 000          |
|   | 45-2012-14 | AMENAGEMENT DE L'ACCUEIL TOURISTIQUE EN BAIE DE KUTO   | DEPS | 909      | 50 000 000           |
|   | 45-2012-15 | COMMUNES - OPERATIONS DU CPEC                          | DJS  | 903      | 19 000 000           |
|   | 45-2012-16 | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX                              | DJS  | 924010   | 91 176 039           |
|   | 45-2012-19 | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX                              | DDR  | 909      | 50 000 000           |
|   | 45-2012-20 | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX                              | DASS | 904      | 25 000 000           |
|   | 45-2012-21 | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX                              | DASS | 905      | 25 000 000           |
|   | 45-2012-22 | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX                              | DEFE | 906      | 25 000 000           |
|   | 45-2012-23 | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX                              | DEFE | 909      | 25 000 000           |
| <b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>       |            |  |      |          | <b>2 926 017 596</b> |
|   | 46-2012-1  | SITES DEGRADES   | DDR  | 924027   | 300 000 000          |
|   | 46-2012-2  | SITES MINIERS  | DDR  | 924003   | 15 000 000           |
|   | 46-2012-3  | REHABILITATION DES RETENUES COLLINAIRES                | DDR  | 924030   | 150 000 000          |
|   | 46-2012-4  | AMEN.PAYSAG.EMBEL.SITE TOURIST.CULTUREL                | DEPS | 924004   | 25 000 000           |
|   | 46-2012-5  | IMMEUBLE FLIZZ   | DC   | 924035   | 100 000 000          |
|   | 46-2012-6  | RESTAURATION ET AMENAGEMENT SITE DE FONHWARY           | DC   | 924036   | 100 000 000          |
|   | 46-2012-7  | ECOLE D'ARTS   | DC   | 924023   | 180 000 000          |
|   | 46-2012-9  | CHAPELLE DE OUARA                                      | DC   | 924009   | 20 000 000           |
|   | 46-2012-10 | EQUIPEMENTS SPORTIFS - TRIBUS                          | DJS  | 924028   | 100 000 000          |
|   | 46-2012-11 | RENOVATION DES FOYERS (TIERS)                          | DASS | 924040   | 12 000 000           |
| <b>PROGRAMME 46 - TRAVAUX POUR AUTRES TIERS</b> |            |  |      |          | <b>1 002 000 000</b> |
| <b>TOTAL</b>                                    |            |  |      |          | <b>9 182 217 596</b> |

## II - LES AJUSTEMENTS

| PROG   | N° AP      | Libellé de l'AP  | DIR  | Montant AP            | AJUST.AP - BP12       | Montant AP ajustée    |
|--|------------|--|------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|  | 01-2006-3  | BATIMENTS ADMINISTRATIFS                               | DPM  | 5 952 500 000         | -530 000 000          | 5 422 500 000         |
|  | 01-2006-7  | INFORMATIQUE   | DSI  | 1 981 263 201         | 521 378 522           | 2 502 641 723         |
|  | 01-2007-2  | ANTENNES PROVINCIALES                                  | DPM  | 255 000 000           | -141 444 629          | 113 555 371           |
| <b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>             |            |  |      | <b>8 188 763 201</b>  | <b>-150 066 107</b>   | <b>8 038 697 094</b>  |
|  | 07-2006-1  | TOUS COLLEGES  | DES  | 1 213 960 784         | 750 000 000           | 1 963 960 784         |
|  | 07-2006-5  | COLLEGE DE PAITA                                       | DES  | 62 000 000            | 44 000 000            | 106 000 000           |
|  | 07-2006-9  | COLLEGE BAUDOUX  | DES  | 276 500 000           | 118 000 000           | 394 500 000           |
|  | 07-2006-12 | COLLEGE DE BOURAIL                                     | DES  | 116 932 000           | 48 000 000            | 164 932 000           |
|  | 07-2006-18 | COLLEGE DE KOUTIO                                      | DES  | 37 000 000            | 38 000 000            | 75 000 000            |
|  | 07-2006-20 | COLLEGE DE LA FOA                                      | DES  | 147 000 000           | 20 000 000            | 167 000 000           |
|  | 07-2008-2  | CABLAGE INFORMATIQUE DES COLLEGES                      | DES  | 66 000 000            | 60 000 000            | 126 000 000           |
| <b>PROGRAMME 07 - COLLEGES PUBLICS</b>           |            |  |      | <b>1 919 392 784</b>  | <b>1 078 000 000</b>  | <b>2 997 392 784</b>  |
|  | 13-2006-1  | BOULANGERIE DE NOUVILLE                                | DC   | 128 337 413           | 63 583 634            | 191 921 047           |
|  | 13-2006-2  | KO WE KARA   | DC   | 336 406 374           | -23 629 814           | 312 776 560           |
|  | 13-2006-3  | CHATEAU HAGEN  | DC   | 317 531 669           | 70 000 000            | 387 531 669           |
|  | 13-2009-1  | MUSEE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE                    | DC   | 935 174 826           | -800 000 000          | 135 174 826           |
| <b>PROGRAMME 13 - PATRIMOINE</b>                 |            |  |      | <b>1 717 450 282</b>  | <b>-690 046 180</b>   | <b>1 027 404 102</b>  |
|  | 15-2006-2  | STADE DU PLGC  | DJS  | 617 898 172           | 6 793 900             | 624 692 072           |
|  | 15-2006-4  | CENTRE DES ACTIVITES NAUTIQUES                         | DJS  | 543 727 600           | 65 000 000            | 608 727 600           |
|  | 15-2009-1  | VILLAGE DES JEUX                                       | DJS  | 180 000 000           | 3 600 000             | 183 600 000           |
|  | 15-2010-1  | LES BOUCLES DE NETCHA                                  | DJS  | 47 000 000            | 1 100 000             | 48 100 000            |
| <b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>                     |            |  |      | <b>1 388 625 772</b>  | <b>76 493 900</b>     | <b>1 465 119 672</b>  |
|  | 18-2006-1  | HABITAT SOCIAL   | DL   | 29 592 427 190        | -532 000 000          | 29 060 427 190        |
| <b>PROGRAMME 18 - HABITAT SOCIAL</b>             |            |  |      | <b>29 592 427 190</b> | <b>-532 000 000</b>   | <b>29 060 427 190</b> |
|  | 20-2006-6  | CMS DE BOULARI   | DASS | 156 784 744           | 73 604 766            | 230 389 510           |
|  | 20-2009-1  | PRODUITS PHARMACEUTIQUES                               | DASS | 540 000 000           | -170 616 394          | 369 383 606           |
|  | 20-2011-3  | EQUIPEMENTS MEDICAUX                                   | DASS | 52 000 000            | 148 000 000           | 200 000 000           |
| <b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>             |            |  |      | <b>748 784 744</b>    | <b>50 988 372</b>     | <b>799 773 116</b>    |
|  | 21-2006-2  | DESSERT QUARTIERS DE DUCOS                             | DEPS | 1 880 500 000         | -560 000 000          | 1 320 500 000         |
|  | 21-2006-3  | AMENAGEMENT DIVERS DU RESEAU ROUTIER                   | DEPS | 1 332 300 000         | 78 191 940            | 1 410 491 940         |
|  | 21-2006-5  | AMENAGEMENT DES ROUTES DU GRAND SUD                    | DEPS | 1 844 706 505         | -345 444 495          | 1 499 262 010         |
|  | 21-2006-6  | RP1 - ROUTE DU SUD                                     | DEPS | 3 334 609 617         | 101 000 000           | 3 435 609 617         |
|  | 21-2006-11 | VOIES EXPRESS  | DEPS | 409 154 637           | -106 994 942          | 302 159 695           |
|  | 21-2007-3  | SAV2-LIAISON NOUVELLE PAITA - TONTOUTA                 | DEPS | 50 000 000            | -37 082 796           | 12 917 204            |
|  | 21-2007-4  | VDE3-LIAISON NOUVELLE BOULARI-LA COULEE                | DEPS | 40 000 000            | -26 730 149           | 13 269 851            |
|  | 21-2009-1  | RPS  | DEPS | 130 000 000           | 90 000 000            | 220 000 000           |
|  | 21-2010-1  | AMEL. CONDIT° CIRCULAT° ENTREE DE VILLE DE NEA         | DEPS | 4 505 000 000         | 700 000 000           | 5 205 000 000         |
|  | 21-2010-2  | AMENAG. URBAINS ROUTES PROV. DANS L'AGGLOMERAT° GD NEA | DEPS | 2 295 000 000         | -1 700 000 000        | 595 000 000           |
| <b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>             |            |  |      | <b>15 821 270 759</b> | <b>-1 807 060 442</b> | <b>14 014 210 317</b> |
|  | 24-2006-3  | OUVRAGES MARITIMES LAGON SUD                           | DEPS | 315 000 000           | 146 971 412           | 461 971 412           |
| <b>PROGRAMME 24 - INFRASTRUCTURE PORTUAIRE</b>   |            |  |      | <b>315 000 000</b>    | <b>146 971 412</b>    | <b>461 971 412</b>    |
|  | 25-2006-2  | SITES DEGRADEES NC                                     | DDR  | 114 000 000           | -76 958 439           | 37 041 561            |
|  | 25-2006-5  | AMENAGEMENT DES AIRES TERRESTRES                       | DENV | 182 000 000           | 2 421 602             | 184 421 602           |
|  | 25-2006-7  | BATEAUX DE SURVEILLANCE                                | DENV | 118 676 185           | 30 000 000            | 148 676 185           |
|  | 25-2006-8  | SENTIERS DE RANDONNEE                                  | DENV | 333 834 858           | 27 046 853            | 360 881 711           |
|  | 25-2006-10 | SITES MINIERS NC                                       | DENV | 157 000 000           | -12 702 472           | 144 297 528           |
|  | 25-2006-11 | SITES DEGRADEES NC                                     | DENV | 16 000 000            | -4 000 018            | 11 999 982            |
|  | 25-2007-1  | SUIVI DES PROJETS INDUSTRIELS & MINIERS                | DENV | 213 000 000           | -53 675 374           | 159 324 626           |
|  | 25-2007-2  | ILOT DE LA ROCHE PERCEE                                | DENV | 170 000 000           | -56 285 150           | 113 714 850           |
|  | 25-2007-4  | AIRES PROTEGEES TERRESTRES - INVENTAIRES               | DENV | 50 600 000            | -3 700 860            | 46 899 140            |
|  | 25-2010-1  | AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA                         | DENV | 302 000 000           | -206 062 830          | 95 937 170            |
|  | 25-2011-6  | SITES MINIERS NC                                       | DDR  | 35 000 000            | -12 000 000           | 23 000 000            |
|  | 25-2011-8  | AMENAGEMENT DU DOMAINE DE DEVA                         | DDR  | 236 000 000           | 120 000 000           | 356 000 000           |
| <b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>              |            |  |      | <b>1 928 111 043</b>  | <b>-245 916 688</b>   | <b>1 682 194 355</b>  |
|  | 26-2006-1  | AMENAGEMENT DU GRAND SUD                               | DEPS | 60 500 000            | -10 001 633           | 50 498 367            |
|  | 26-2006-5  | ETUDES - AMENAGEMENTS URBAINS                          | DEPS | 80 000 000            | -35 176 660           | 44 823 340            |
|  | 26-2011-4  | ASSAINISSEMENT LOTISSEMENT DU CALVAIRE                 | DENV | 100 000 000           | -94 000 000           | 6 000 000             |
| <b>PROGRAMME 26 - URBANISME</b>                  |            |  |      | <b>240 500 000</b>    | <b>-139 178 293</b>   | <b>101 321 707</b>    |
|  | 27-2006-1  | ZI DE DUCOS  | DPM  | 600 000 000           | 60 000 000            | 660 000 000           |
| <b>PROGRAMME 27 - ZIZA-ZAC</b>                   |            |  |      | <b>600 000 000</b>    | <b>60 000 000</b>     | <b>660 000 000</b>    |
|  | 29-2006-1  | HYDRAULIQUE AGRICOLE                                   | DENV | 277 000 000           | -127 409 112          | 149 590 888           |
|  | 29-2011-1  | HYDRAULIQUE AGRICOLE                                   | DDR  | 148 000 000           | 50 000 000            | 198 000 000           |
| <b>PROGRAMME 29 - AMENAGEMENT RURAL</b>          |            |  |      | <b>425 000 000</b>    | <b>-77 409 112</b>    | <b>347 590 888</b>    |
|  | 30-2007-1  | HARMONISATION DES TRANSPORTS PUBLICS                   | DEPS | 191 500 000           | -129 317 452          | 62 182 548            |
| <b>PROGRAMME 30 - TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE</b> |            |  |      | <b>191 500 000</b>    | <b>-129 317 452</b>   | <b>62 182 548</b>     |
|  | 34-2006-1  | INDUSTRIE TOURISTIQUE                                  | DEFE | 250 000 000           | 10 000 000            | 260 000 000           |
|  | 34-2006-4  | CAFI - INDUSTRIE & COMMERCE                            | DEFE | 1 002 239 186         | 203 749 575           | 1 205 988 761         |
|  | 34-2006-5  | CAFI - SECTEUR MARITIME                                | DDR  | 354 690 495           | 91 941 002            | 446 631 497           |
|  | 34-2006-6  | CAFI - SECTEUR RURAL                                   | DDR  | 2 248 589 486         | 231 623 822           | 2 480 213 308         |
|  | 34-2006-7  | CAFI - TOURISME  | DEFE | 535 768 276           | 150 000 000           | 685 768 276           |
| <b>PROGRAMME 34 - SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT</b> |            |  |      | <b>4 391 287 443</b>  | <b>687 314 399</b>    | <b>5 078 601 842</b>  |
|  | 35-2011-1  | FERME PILOTE PISCICOLE                                 | DDR  | 15 000 000            | -1 875 000            | 13 125 000            |
| <b>PROGRAMME 35 - PECHE ET AQUACULTURE</b>       |            |  |      | <b>15 000 000</b>     | <b>-1 875 000</b>     | <b>13 125 000</b>     |
|  | 38-2006-1  | SITES TOURISTIQUES OU CULTURELS NC                     | DEPS | 501 000 000           | -89 570 000           | 411 430 000           |
| <b>PROGRAMME 38 - TOURISME</b>                   |            |  |      | <b>501 000 000</b>    | <b>-89 570 000</b>    | <b>411 430 000</b>    |
|  | 40-2011-2  | SMHSL - EXTENSION DE LA BIOFABRIQUE                    | DDR  | 64 000 000            | 6 000 000             | 70 000 000            |
| <b>PROGRAMME 40 - STATIONS PROVINCIALES</b>      |            |  |      | <b>64 000 000</b>     | <b>6 000 000</b>      | <b>70 000 000</b>     |

| PROG                                      | N° AP      | Libellé de l'AP               | DIR  | Montant AP            | AJUST.AP - BP12       | Montant AP ajustée    |
|---|------------|-------------------------------|------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | 45-2006-12 | COMMUNES - OPERATIONS DU CPEC | DEPS | 495 000 000           | -130 575 000          | 364 425 000           |
|   | 45-2006-13 | COMMUNES - OPERATIONS DU CPEC | DENV | 1 389 900 000         | -112 446 846          | 1 277 453 154         |
|   | 45-2006-15 | COMMUNES - OPERATIONS DU CPEC | DJS  | 589 750 000           | -19 000 000           | 570 750 000           |
|   | 45-2006-19 | CONTRAT D'AGGLOMERATION       | DEPS | 2 045 723 690         | -600 561 911          | 1 445 161 779         |
|   | 45-2006-20 | CONTRAT D'AGGLOMERATION       | DENV | 1 535 648 217         | -26 457 248           | 1 509 190 969         |
|   | 45-2006-23 | INTERNET A L'ECOLE            | DES  | 174 800 000           | 165 000 000           | 339 800 000           |
|   | 45-2006-24 | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX     | DEPS | 3 177 037 912         | -927 193 786          | 2 249 844 126         |
|   | 45-2006-25 | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX     | DC   | 230 900 000           | 24 500 000            | 255 400 000           |
|   | 45-2006-28 | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX     | DJS  | 467 253 622           | -91 176 039           | 376 077 583           |
|   | 45-2006-29 | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX     | DENV | 2 170 500 000         | -294 045 422          | 1 876 454 578         |
|   | 45-2006-32 | FORT TEREMBA                  | DC   | 130 000 000           | 3 440 552             | 133 440 552           |
|   | 45-2007-4  | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX     | DL   | 270 000 000           | -80 000 000           | 190 000 000           |
|   | 45-2008-1  | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX     | DFI  | 1 500 000 000         | 270 000 000           | 1 770 000 000         |
|   | 45-2008-6  | CONTRAT PVS-THIO-SLN          | DEPS | 116 000 000           | -56 005 000           | 59 995 000            |
|   | 45-2009-2  | INVESTISSEMENTS COMMUNAUX     | DES  | 62 000 000            | -4 202 329            | 57 797 671            |
|   | 45-2011-2  | COMMUNES - OPERATIONS DU CD   | DEPS | 1 000 000 000         | -500 000 000          | 500 000 000           |
| <b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b> |            |                               |      | <b>15 354 513 441</b> | <b>-2 378 723 029</b> | <b>12 975 790 412</b> |
| <b>TOTAL</b>                              |            |                               |      | <b>83 402 626 659</b> | <b>-4 135 394 220</b> | <b>79 267 232 439</b> |

### III – LES CLOTURES

| PROG.   | N° AP      | Libellé de l'AP  | DIR  | Montant AP           | AJUST.AP - BP12       | Montant AP ajustée et clôturé |
|---|------------|--|------|----------------------|-----------------------|-------------------------------|
|   | 10-2007-1  | CAMPUS UNIV. ET POLE DE SCE A NOUVILLE   | DEPS | 360 000 000          | -358 572 210          | 1 427 790                     |
| <b>PROGRAMME 10 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>              |            |  |      | <b>360 000 000</b>   | <b>-358 572 210</b>   | <b>1 427 790</b>              |
|   | 141-2011-1 | MAISON DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE   | DC   | 180 000 000          | -180 000 000          | 0                             |
| <b>PROGRAMME 141 - ACCES A LA CULTURE</b>                 |            |  |      | <b>180 000 000</b>   | <b>-180 000 000</b>   | <b>0</b>                      |
|   | 142-2011-1 | ECOLE D'ARTS DE NOUVELLE-CALEDONIE   | DC   | 82 500 000           | -82 500 000           | 0                             |
| <b>PROGRAMME 142 - CREAT° ARTISTIQUE &amp; CULTURELLE</b> |            |  |      | <b>82 500 000</b>    | <b>-82 500 000</b>    | <b>0</b>                      |
|   | 15-2006-1  | EQUIPEMENTS SPORTIFS - TRIBUS  | DJS  | 181 881 257          | -100 000 000          | 81 881 257                    |
|   | 15-2008-2  | MAISON DE LA GYM-POLE DES LANCEURS   | DJS  | 15 430 011           |                       | 15 430 011                    |
| <b>PROGRAMME 15 - SPORTS</b>                              |            |  |      | <b>197 311 268</b>   | <b>-100 000 000</b>   | <b>97 311 268</b>             |
|   | 18-2009-1  | OPERATIONS D'AMENAGEMENT EN TERRES COUTUMIERES                                   | DEPS | 70 000 000           |                       | 70 000 000                    |
| <b>PROGRAMME 18 - HABITAT SOCIAL</b>                      |            |  |      | <b>70 000 000</b>    |                       | <b>70 000 000</b>             |
|   | 20-2011-1  | CMS DE KOUTIO  | DASS | 190 000 000          | -190 000 000          | 0                             |
| <b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>                      |            |  |      | <b>190 000 000</b>   | <b>-190 000 000</b>   | <b>0</b>                      |
|   | 21-2006-1  | ROUTES DE NOUVILLE NC  | DEPS | 30 000 000           | -30 000 000           | 0                             |
| <b>PROGRAMME 21 - RESEAU ROUTIER</b>                      |            |  |      | <b>30 000 000</b>    | <b>-30 000 000</b>    | <b>0</b>                      |
|   | 25-2006-1  | SITES MINIERES NC  | DDR  | 71 756 386           |                       | 71 756 386                    |
|   | 25-2008-1  | AMENAGEMENT MASSIF DE NODELA   | DDR  | 60 000 000           | -54 200 850           | 5 799 150                     |
|   | 25-2009-1  | AMENAGEMENT DU LITTORAL  | DPM  | 300 000 000          | -300 000 000          | 0                             |
|   | 25-2011-7  | PREVENT° ET REHAB. SITES DEGRADEES PAR LE FEU                                    | DDR  | 90 766 368           | -90 766 368           | 0                             |
| <b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>                       |            |  |      | <b>522 522 754</b>   | <b>-444 967 218</b>   | <b>77 555 536</b>             |
|   | 26-2011-1  | EVALUATION DES RISQUES IMPACTANT L'URBANISME                                     | DEPS | 30 000 000           | -30 000 000           | 0                             |
| <b>PROGRAMME 26 - URBANISME</b>                           |            |  |      | <b>30 000 000</b>    | <b>-30 000 000</b>    | <b>0</b>                      |
|   | 30-2009-1  | DEPOT DE BUS NORMANDIE   | DEPS | 100 000 000          | -100 000 000          | 0                             |
| <b>PROGRAMME 30 - TRANSPORT PUBLIC TERRESTRE</b>          |            |  |      | <b>100 000 000</b>   | <b>-100 000 000</b>   | <b>0</b>                      |
|   | 37-2008-1  | STATION FRUITIERE DE POCQUEREUX - EXTENSION                                      | DDR  | 2 365 125            |                       | 2 365 125                     |
| <b>PROGRAMME 37 - AGRICULTURE</b>                         |            |  |      | <b>2 365 125</b>     |                       | <b>2 365 125</b>              |
|   | 45-2006-10 | COMMUNES - OPERATIONS DU CD  | DJS  | 64 103 329           | -854 305              | 63 249 024                    |
|   | 45-2009-1  | SOUTIEN AUX OPERATIONS D'ASSAINISSEMENT-STATION D'EPURATION POUR LA ZI DE DUCOS  | DENV | 100 000 000          | -100 000 000          | 0                             |
|   | 45-2011-4  | SOUTIEN AUX OPERATIONS D'ASSAINISSEMENT-STATION D'EPURATION POUR LE CENTRE VILLE | DENV | 100 000 000          | -100 000 000          | 0                             |
| <b>PROGRAMME 45 - EQUIPEMENT COMMUNAL</b>                 |            |  |      | <b>264 103 329</b>   | <b>-200 854 305</b>   | <b>63 249 024</b>             |
| <b>TOTAL</b>  |            |  |      | <b>2 028 802 476</b> | <b>-1 716 893 733</b> | <b>311 908 743</b>            |

## LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

## I - LES OUVERTURES

| PROG  | N° AE     | Libellé de l'AE  | DIR  | CHAPITRE | Ouv. AE - BP 2012    |
|---|-----------|--|------|----------|----------------------|
|   | 01-2012-1 | ADMINISTRATION GENERALE - PATRIMOINE ET MOYENS                           | DPM  | 930      | 258 000 000          |
| <b>PROGRAMME 01 - ADMINISTRATION</b>            |           |  |      |          | <b>258 000 000</b>   |
|   | 10-2012-1 | FRAIS ENSEIGNEMENT SUPERIEUR   | DES  | 932      | 1 328 000 000        |
| <b>PROGRAMME 10 - ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>    |           |  |      |          | <b>1 328 000 000</b> |
|   | 12-2012-1 | INTERNET A L'ECOLE ODI3  | DES  | 932      | 798 000 000          |
| <b>PROGRAMME 12 - VIE SCOLAIRE ET EDUCATIVE</b> |           |  |      |          | <b>798 000 000</b>   |
|   | 20-2012-2 | STOCK DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET D'HYGIENE                           | DASS | 934      | 540 000 000          |
| <b>PROGRAMME 20 - SANTE PUBLIQUE</b>            |           |  |      |          | <b>540 000 000</b>   |
|   | 25-2012-3 | CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS                                       | DENV | 937      | 126 000 000          |
| <b>PROGRAMME 25 - ENVIRONNEMENT</b>             |           |  |      |          | <b>126 000 000</b>   |
|   | 35-2012-1 | CENTRE CALEDONIEN DE DEVELOPPEMENT ET DE TRANSFERT EN AQUACULTURE MARINE | DDR  | 939      | 74 375 000           |
|   | 35-2012-2 | STRUCTURATION TECHNOPOLE   | DDR  | 939      | 26 250 000           |
|   | 35-2012-3 | STATION AQUACOLE DE SAINT-VINCENT  | DDR  | 939      | 35 000 000           |
| <b>PROGRAMME 35 - PECHE ET AQUACULTURE</b>      |           |  |      |          | <b>135 625 000</b>   |
|   | 37-2012-1 | PLANTS FRUITIERS ET CAFEIERS   | DDR  | 939      | 5 000 000            |
|   | 37-2012-2 | INSTITUT AGRONOMIQUE CALEDONIEN  | DDR  | 939      | 375 000 000          |
| <b>PROGRAMME 37 - AGRICULTURE</b>               |           |  |      |          | <b>380 000 000</b>   |
|   | 39-2012-2 | POLE DE RECHERCHE, D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET D'INNOVATION CALEDONIEN   | DDR  | 939      | 48 000 000           |
|   | 39-2012-3 | ZONECO   | DDR  | 937      | 61 250 000           |
| <b>PROGRAMME 39 - EXPANSION GENERALE</b>        |           |  |      |          | <b>109 250 000</b>   |
|   | 41-2012-1 | PLANTS FORESTIERS  | DDR  | 937      | 100 000 000          |
| <b>PROGRAMME 41 - DEVELOPPEMENT FORESTIER</b>   |           |  |      |          | <b>100 000 000</b>   |
| <b>TOTAL</b>                                    |           |  |      |          | <b>3 774 875 000</b> |

## II - LES CLÔTURES

| PROG                                 | N° AE     | Libellé de l'AE                           | DIR  | Montant AE         | AJUST.AE - BP12 | Montant AE ajustée |
|--------------------------------------|-----------|---|------|--------------------|-----------------|--------------------|
|                                      | 18-2011-1 | AIDE AU LOGEMENT                          | DL   | 326 700 000        | -208 206        | 326 491 794        |
| <b>PROGRAMME 18 - HABITAT SOCIAL</b> |           |   |      | <b>326 700 000</b> | <b>-208 206</b> | <b>326 491 794</b> |
|                                      | 38-2011-1 | GIE NOUVELLE-CALEDONIE TOURISME POINT SUD | DEFE | 600 000 000        | 0               | 600 000 000        |
| <b>PROGRAMME 38 - TOURISME</b>       |           |   |      | <b>600 000 000</b> | <b>0</b>        | <b>600 000 000</b> |
| <b>TOTAL</b>                         |           |   |      | <b>926 700 000</b> | <b>-208 206</b> | <b>926 491 794</b> |